



Conférence donnée lors de la session 2010, « Migrants, un avenir à construire ensemble »

Les politiques migratoires, effets d'annonce ou réalité ?

**HENRI GUAINO, JACQUES BARROT, HELENE FLAUTRE,
YANNICK BLANC, ASSANE BA**

Introduction – François Ernenwein*

Les termes de notre débat, « Les politiques migratoires, effets d'annonce ou réalité? », qui pourraient susciter une discussion tranchée, sont, à mon avis, un peu trompeurs, mais intéressants. Il y a dans les politiques migratoires comme dans toutes les politiques, cette distance qui sépare les intentions proclamées, les objectifs, le déclaratif et les réalités de terrain, les pratiques réelles. Sur ce sujet de l'immigration, le fossé est parfois encore plus large qu'ailleurs. Il ne serait pas difficile de montrer que cette tension parcourt toutes les familles politiques.

Mais l'objet de ce débat est précisément de sortir de l'affichage politique, voire des passions, pour éviter de creuser davantage le fossé entre les craintes à court terme et les nécessités de long terme, entre les moyens forcément limités des politiques sociales et le respect des droits fondamentaux. C'est d'ailleurs sur ce point que sont intervenues les Églises, sans prétendre se substituer au législateur mais en rappelant quelques principes. Il ne s'agit pas ici de parler de "belles âmes" mais de conscience.

Mais il y a en plus ce qui serait souhaitable: un monde ouvert, condition à la rencontre et à la paix, à l'affirmation d'une générosité et d'une disponibilité. Et il y a enfin le possible : À quelles conditions peut-on assumer cette ouverture ? Quels arbitrages pour assurer l'intégration des migrants ? Quels devoirs s'imposent alors à eux ? Comment ne pas mesurer ici le consensus qui se dessine sur l'échec des politiques d'intégration ! La description qu'en fait, par exemple Dominique Schnapper, qui a beaucoup réfléchi sur cette question, est assez éloquente. L'intégration structurelle, comme elle dit, en particulier sur le marché du travail, ne s'est pas faite. Le bilan en matière d'accès à l'emploi, au logement, est dramatique. Mais à l'inverse, est-il possible, avec les moyens consacrés à la politique d'immigration, de prétendre que cette politique consiste à s'assurer que ceux qui entrent disposeront d'un travail légal et d'un logement digne de ce nom ? La pression migratoire rend cette position parfaitement ingérable. C'est donc dans l'examen des mesures prises et celles à prendre que se situera ce débat, en essayant de trouver le ton juste dans tous les sens du terme. Juste parce qu'il est nécessaire au dialogue et juste parce que l'enjeu de justice est évidemment central.

* **François Ernenwein**, membre du Comité des Semaines Sociales, est rédacteur en chef au quotidien *La Croix*.

HENRI GUAINO*

Qu'avons-nous fait de notre Pacte républicain ?

Mesdames et Messieurs, vous me permettrez d'abord de remercier les organisateurs des Semaines Sociales de France de m'avoir invité à prendre la parole devant vous, dans ce climat qui est traditionnellement de réflexion et d'écoute et qui est devenu si rare. Chaque année, vous vous retrouvez pour porter témoignage de votre engagement au service des autres et partager les leçons de votre expérience. Mais vous venez aussi pour partager vos interrogations et vos doutes. Ce doute qui persiste malgré la foi, commune à beaucoup d'entre vous, parce que je crois que le vrai croyant n'est pas celui qui cherche par tous les moyens à faire la paix avec sa conscience mais celui qui accepte d'être, tous les jours, tourmenté par sa conscience. La grandeur morale de l'Homme est dans le cas de conscience, non dans la bonne conscience, parce que souvent, faire la part du bien et du mal n'est pas si facile. « Antigone a raison, mais Créon n'a pas tort » dit Camus... Entre les deux se noue la tragédie.

Le désir de vivre ensemble

Du spirituel au temporel, de la foi à la responsabilité morale et sociale, il y a la douloureuse acceptation de l'ambivalence et de l'impureté du monde ou, si l'on veut, de la dimension tragique de la condition humaine. Les Églises sont des institutions enracinées dans la société et la doctrine sociale de l'Église n'est pas une prière, ni un programme politique. C'est le rappel d'une exigence spirituelle à agir dans le monde tel qu'il est pour essayer de le rendre un peu meilleur.

Vous n'êtes pas réunis ici pour seulement porter ensemble un regard attristé sur la société mais pour y mettre un peu plus de compréhension, de respect et de justice. Vous n'êtes pas réunis ici pour communier dans l'une de ces idéologies qui excluent le doute et même la pensée parce qu'elles ont par avance les réponses à toutes les questions. « L'idéologue croit qu'il sait », mais « le croyant sait qu'il croit ». Il sait aussi que la foi est un engagement. Et il sait qu'il partage au fond cet engagement avec tous ceux qui, croyants ou non croyants, donnent à leur vie un sens moral profond et expriment dans tous leurs actes le souci des autres. Ce souci des autres, il est d'abord dans la question sociale. La question sociale, c'est la question du partage. Dans l'intitulé de vos rencontres, le mot important c'est « ensemble ».

Derrière le souhait de construire ensemble un avenir, il y a forcément une conception partagée du bien commun et la conscience d'une destinée commune, c'est-à-dire, au fond de chacun, le désir de ne pas vivre seul au monde, de ne pas vivre que pour soi, de ne pas être considéré comme un étranger au milieu des autres, comme un exilé parmi les autres mais de s'ouvrir à eux, de s'unir à eux par un lien fraternel. En France, ce désir de vivre ensemble a un nom, enfin nous lui donnions ce nom il n'y a pas si longtemps encore : il s'appelle la République. La République c'est un choix. Un choix de civilisation. Un choix de société. Un choix moral.

Le républicain veut l'égalité des droits et des devoirs

Le républicain veut que la Nation soit un partage et un creuset. Il veut un État qui domine les féodalités, soumette les intérêts particuliers à l'intérêt général, garantisse aux plus démunis, aux plus faibles, l'égalité des droits, impose aux plus puissants, aux plus forts, l'égalité des devoirs.

Le républicain veut que la République soit une et indivisible. Il ne veut pas de la différence des droits. Il ne veut pas de la différence des devoirs. Il ne veut pas des quotas. Il ne veut pas des discriminations. Il ne veut pas d'une société où quiconque soit

* **Henri Guaino** est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Proche de Philippe Séguin, catalogué comme « gaulliste social », il a inspiré la campagne présidentielle de Jacques Chirac de 1995, autour de la « fracture sociale » (même si la formule est de Marcel Gauchet, reprise par Emmanuel Todd). Il est, depuis le 16 mai 2007, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy.

prisonnier de ses origines, de son milieu, de la couleur de sa peau. Il ne veut pas des clans. Il ne veut pas des tribus. Il ne veut pas du communautarisme. Au communautarisme qui sépare et qui exclut, il oppose fermement l'assimilation, le mélange, le métissage, car le métissage est l'exact contraire du communautarisme. Il ne veut pas que quiconque renonce à une part de lui-même. Il ne veut pas que quiconque renie son enfance, sa culture, son histoire, celle de ses parents, de ses grands-parents mais il veut que chacun prenne en partage quelque chose en plus. Il ne veut pas retrancher, il veut ajouter.

Le républicain ne demande à personne d'oublier d'où il vient, d'oublier ses souffrances, les malheurs du passé dont il porte encore en lui parfois les blessures, mais il refuse la concurrence des mémoires. Il refuse d'être mis en demeure de choisir entre les douleurs et les peines. Il veut que, sans rien oublier du passé, tous regardent ensemble vers l'avenir avec au fond d'eux-mêmes la ferme conviction que ce qui les unit est plus fort que ce qui les sépare. Il veut pour lui la liberté, la dignité, le respect, la justice. Il les veut aussi pour les autres. Il veut que le plus démuné puisse faire valoir ses droits sans demander la charité.

Le républicain veut pour chacun la chance de réussir

Le républicain veut pour tous la même loi, la même protection sociale, le même service public. Il veut que sur les bancs de la même école soient assis côte à côte le fils du riche et le fils du pauvre, le fils du notable et celui de la femme de ménage et que le fils de l'immigré puisse s'asseoir lui-aussi à côté d'eux. Il veut que l'on donne à chacun quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, la même chance de réussir et que la réussite soit la mesure de l'effort, du travail, du mérite, du talent.

Le républicain regarde la liberté comme un principe de dignité, l'égalité comme un principe de justice, la laïcité comme un principe de respect. Il se sent héritier des Lumières. Il se sent héritier de vingt siècles de civilisation. Il se sent héritier de toute l'histoire de France, même quand il sait très bien qu'elle ne fut pas celle de ses parents ou de ses ancêtres.

Le républicain tend fraternellement la main à l'immigré, au proscrit et à tous ceux qui regardent la France comme leur ultime espoir parce qu'elle est pour eux encore la Grande République universelle qui n'est jamais aussi grande que lorsque qu'elle l'est pour les autres.

Le républicain offre à ceux qu'il accueille ce qu'il a de plus précieux à offrir : son pays, sa langue, sa culture, ses valeurs, une forme de civilisation qui n'a cessé au long des siècles de s'ouvrir aux autres et de s'enrichir de ce qu'ils lui ont apporté et à laquelle ceux qui arrivent aujourd'hui vont apporter encore une nouvelle richesse.

Rendre à la France ce qu'elle donne

Mais le républicain sait aussi que la France n'a jamais été aussi ouverte, accueillante que lorsqu'elle était fière de ses valeurs, fière de sa culture, fière de son histoire, que la République était forte, que chacun la portait en lui et se sentait redevable envers elle. Il y avait un pacte que personne n'avait besoin d'énoncer mais dont tout le monde connaissait les termes. Chacun connaissait ses droits et chacun connaissait ses devoirs. Chez lui, l'immigré italien, espagnol, portugais, polonais exigeait de ses enfants qu'ils parlent le français et leur enseignait l'amour de la nouvelle patrie qu'ils s'étaient choisie. Il leur apprenait à vénérer l'école de la République comme un don du ciel et l'école de la République tenait ses promesses. Ils eurent la vie dure de ceux qui ont tout quitté. Ils subirent bien des injustices. Ils supportèrent bien des souffrances mais finalement la République leur offrit la récompense de tant de courage et de tant de mérite. Et ils le lui rendirent à chaque fois qu'ils le purent. Je me souviens de la phrase de Lazare Ponticelli, le dernier poilu qui, enfant, avait traversé les Alpes à pied pour devenir français : « J'ai voulu rendre à la France ce qu'elle m'avait donné ». Mais qu'avons-nous fait de notre pacte républicain ?

Brouhaha dans la salle. Pardonnez-moi de m'arrêter un instant. Comme je vous l'ai dit au début, je veux croire que l'ambiance de ces Semaines Sociales est une ambiance de sérénité et d'écoute réciproque. Alors s'il vous plaît, ne réduisons pas le débat à une polémique qui serait totalement vaine. Quand je dis : qu'avons-nous fait de notre pacte républicain, il ne s'agit pas que d'aujourd'hui. Cela fait des décennies que la question se pose et que nous en sommes tous responsables. Si vous me le permettez, je vais donc poursuivre ma réflexion et puis, après, nous aurons un débat sur ce sujet si vous le voulez bien.

Oui, qu'avons-nous fait, nous tous, de notre pacte républicain ? Qu'offrons-nous à ceux qui arrivent ? Qu'attendons-nous d'eux ? Que savent-ils de ce qu'ils ont à attendre de nous ? Il n'y a pas de politique vis-à-vis des migrants qui ne soit d'abord l'expression d'un choix clair sur notre rapport à l'État, à la Nation et à la République, et oserai-je le dire, sur l'idée que nous nous faisons tous de la civilisation qui va du rapport entre le spirituel et le temporel et de la dignité unique de chaque personne humaine à une certaine idée de la civilité et de la politesse.

Préserver l'autorité de l'État

Toutes les sociétés des pays développés sont aujourd'hui traversées par un profond malaise. Qu'on l'appelle crise de civilisation, crise de société ou crise identitaire, le fait est qu'il ne faut en minimiser ni la gravité, ni les conséquences. En vérité, c'est toujours dans la difficulté du rapport à l'autre que nous apprenons le plus sur notre rapport à nous même. Si nous ne savons plus ce que nous voulons pour nous même, comment le proposer aux autres ? Comment leur faire partager ce à quoi nous semblons ne plus croire nous même ? Notre rapport aux migrants nous renvoie à l'éclatement de notre société, à la défaillance de l'école qui peine de plus en plus à transmettre, à la paralysie de la promotion sociale, à la poussée du communautarisme et de l'entre-soi... La ségrégation sociale et culturelle qui, depuis des décennies, ne cesse d'augmenter précède la ségrégation ethnique, comme le retour des féodalités de toutes sortes, permis par l'affaiblissement de l'autorité de l'État républicain, précède le retour des clans, des tribus et des mafias.

Non, on n'y répondra pas en abolissant les frontières, parce que les frontières abolies seraient aussitôt remplacées par des frontières dans les têtes qui seraient beaucoup plus redoutables. On n'y répondra pas en affaiblissant davantage encore l'autorité de l'État : qu'aurions-nous alors à opposer à toutes les forces qui veulent asservir l'Homme ? Qu'aurions-nous à opposer à la toute puissance des marchés financiers ? On n'y répondra pas en disqualifiant la Nation. Car qui protégerait alors ? Où seraient les solidarités ?

Pas de Nation, pas de volonté générale, pas de partage des revenus, pas de Sécurité sociale. On n'y répondra pas en liquidant le modèle républicain, sa haute exigence morale et civique, parce que ce serait ouvrir plus grand encore la porte à toutes les inégalités, à toutes les injustices et à toutes les violences dont les plus faibles, les plus vulnérables seraient une fois de plus les premières victimes.

La France, depuis le début de la crise, a fait tout ce qu'elle a pu pour que le monde change. Mais oui ! J'en suis fier. Mais cela ne nous exonère pas d'avoir à choisir collectivement ce que nous voulons pour nous même. Aurons-nous tous ensemble le courage d'avoir ce débat et de le trancher ? Je vous le dis, avec gravité, si nous demeurons dans l'ambiguïté sur ce que nous voulons faire de la République, ce sera au détriment de toutes les valeurs, de tous les principes au nom desquels nous vivons ensemble, au nom desquels nous avons toujours fini par surmonter nos divisions et par écrire une histoire, qui a certes ses zones d'ombre mais dont au fond nous avons tout lieu d'être fiers.

Refonder notre pacte républicain

Sortir de cette ambiguïté, refonder notre pacte républicain, c'est ce que la France doit faire pour elle-même dans le monde tel qu'il est et qu'elle s'efforce de changer. Parler de

l'accueil des migrants, c'est se poser cette question. Ne pas se poser cette question en parlant de l'accueil des migrants, c'est se mentir à soi-même.

Voilà ce que voulait vous dire un républicain sincère qui sait qu'il doit tout à la République. Voilà ce que voulait vous dire un républicain né dans une famille où l'on ne vivait difficilement que de son travail et où il n'y avait pas de livres, mais où les valeurs républicaines étaient à l'honneur.

Oui, voilà ce que voulait vous dire un républicain qui sait ce qu'est l'orgueil du pauvre parce que le pauvre n'a rien d'autre à lui que son orgueil et que, quelle que soit sa réussite future, celui qui l'a éprouvé un jour le gardera en lui toute sa vie. Oui, l'orgueil du pauvre qui ne veut pas qu'on lui fasse une place à part, qui ne veut pas la charité, qui ne veut pas d'un quota pour les pauvres, mais qui veut qu'on le respecte, qu'on lui donne sa chance de prouver sa valeur, qui ne veut faire valoir que son mérite parce que c'est ce que l'on apprend chez les pauvres, chez les ouvriers, chez les travailleurs. Oui, l'orgueil du pauvre qui est au cœur des valeurs républicaines, qui en exprime l'essence même.

Oui, voilà ce qu'un républicain qui comprend l'orgueil du pauvre et qui le respecte parce qu'il l'a éprouvé voulait vous dire, sans nostalgie, poussé certes par le sentiment mais aussi par la raison. Voilà ce que voulait vous dire un républicain qui sait, on l'a assez dit, qu'aucune société ne peut accueillir d'un coup toute la misère du monde surtout quand elle est malade, surtout quand elle est en crise. Mais qui sait aussi que l'on accueille d'autant mieux que l'on est réconcilié avec soi-même.

Voilà ce que voulait vous dire un républicain qui croit qu'en faisant l'Union pour la Méditerranée, on crée un cadre où l'on peut parler tous ensemble et fraternellement des migrations, où l'on peut œuvrer à ce co-développement qui est le seul moyen par lequel on peut arriver à freiner l'émigration de la misère et du désespoir, mais qui est aussi une façon de s'adresser à ce que les peuples du Sud et du Nord ont en commun, à cette part de civilisation commune sur laquelle nous pouvons construire un avenir ensemble. Car l'Union pour la Méditerranée c'est aussi une marque de respect vis-à-vis de tous ceux qui ont laissé de l'autre côté de la mer une partie de leurs racines et de leur identité. Mais franchement, où sont, parmi tous ceux qui défendent avec générosité les droits des migrants, les soutiens à ce grand projet ? Pardonnez-moi, mais on se sent parfois un peu seul pour façonner une destinée commune entre tous les peuples de la Méditerranée. Je vous remercie de m'avoir écouté.

JACQUES BARROT*

Aider l'Europe à être accueillante

D'abord merci aux Semaines Sociales, cher Jérôme, d'avoir choisi ce sujet difficile mais essentiel et majeur aujourd'hui. Evidemment, en vous parlant, j'ai bien sûr en mémoire tous les souvenirs des deux années que j'ai passées à la Commission européenne pour m'occuper des migrations. Je pense notamment à des jeunes Africains arrivés à Malte qui me disaient : « No future. Pas de futur ». Et c'est vrai que Malte ne leur offrait pas cette possibilité de pouvoir accéder jusqu'à l'Europe. J'ai acquis aussi une conviction : c'est que les migrations sont inéluctables. Elles sont inéluctables bien que restant à un niveau aujourd'hui relativement modeste, 3% de la population mondiale. Elles sont inéluctables et elles deviendront indispensables quand on regarde l'Europe. On sait déjà qu'en Allemagne, en Italie, en Espagne, les moins de 15 ans sont moins nombreux que les plus de 65 ans, que nous aurons à partir de 2015 plus de décès que de naissances en Europe et même qu'en France en 2030 nous arriverons à une personne sur deux de plus de 50 ans, une personne sur dix de plus de 80 ans. Et 2030 est tout

* **Jacques Barrot**, plusieurs fois ministre, ancien vice-président de la Commission européenne, est depuis le 25 février 2010 membre du Conseil constitutionnel. Parmi ses livres : *Quels espaces pour demain*, avec Jacques Attali et Michel Barnier, Stock, 2008 et *L'Europe n'est pas ce que vous croyez*. Entretiens avec Baudoin Bollaert, Albin Michel/Fondation Robert Schuman, 2007.

proche ! J'ai acquis aussi une certitude : c'est qu'il ne peut pas y avoir de solution purement nationale. Nous sommes dans une Europe qui a aboli ses frontières et désormais, il faut vraiment une stratégie européenne. Je dois d'ailleurs dire, cher Henri Guaino, que la présidence française a été l'occasion pour l'Europe et les Européens de se doter d'un pacte pour l'immigration et l'asile. Ce pacte est un élément majeur parce qu'il va nous permettre de bâtir. Je vais vous donner trois impératifs. D'abord évidemment organiser les migrations pour ne pas les subir. Deuxièmement réussir l'intégration. Troisièmement pratiquer le devoir d'accueil des persécutés.

Tenir l'équilibre entre fermeté et ouverture

Premièrement, il faut sortir de ces politiques successives sans vraie cohérence, sans vraie continuité. On passe des régularisations massives à, il faut bien le dire, des renvois systématiques. Alors comment s'y prendre ? Je crois d'abord qu'il faut une politique ferme, sans à-coups, contre l'immigration irrégulière. Celle-ci a de plus en plus des liens avec le crime organisé. D'autre part, nous savons qu'elle gêne l'intégration des migrants réguliers. Il faut que nous acceptions aussi la nécessité de Frontex, de la surveillance des frontières et un système d'entrée et de sortie pour ceux qui ont un visa de tourisme. Ce sont ceux-là d'ailleurs qui sont les plus nombreux à venir et à rester en situation irrégulière. Il faut des accords de réadmission pour que les pays tiers acceptent de reprendre un certain nombre de migrants irréguliers. Et puis il y a des textes sur lesquels nous avons un peu divergé mais qui sont quand même là : la directive retour dont le délai de transposition s'achève le 24 décembre, des sanctions vis-à-vis des employeurs clandestins à échéance du 20 juillet 2011. En même temps, évidemment il faut une politique ouverte à l'immigration régulière. Je dois dire que l'Europe progresse, certes, non sans difficulté mais elle progresse en créant un cadre qui permet, par exemple, aux travailleurs saisonniers de pouvoir acquérir des droits sociaux, un accès à la sécurité sociale. Cette directive est importante, comme l'est la directive qui permet aux groupes multinationaux de pouvoir transférer les gens qui sont dans les pays tiers et qui pourront venir en Europe. Ce qu'il faudrait, c'est un permis unique de travail et de séjour. La présidence française a failli réussir sur ce sujet, mais nous sommes encore en attente d'une décision.

Réussir une migration gagnante / gagnante

Tout cela ne sera possible, bien sûr, qu'avec une approche globale des problèmes tant du développement que des migrations. Aujourd'hui, il est vrai que notre aide au développement est très loin de ce que représentent les retours financiers. On peut considérer que 30 milliards de l'aide européenne en Afrique ne compensent pas les retours d'argent des immigrés à hauteur de 80 milliards. Il faut lier tout cela. Et puis il faut un dialogue avec les pays d'origine. Sans ce dialogue, nous ne pourrions pas réussir à créer une migration qui sera gagnante/gagnante, à la fois pour l'Europe et pour les pays tiers et les pays africains notamment. Alors pour cela, il faudra évidemment que nous nous habituions à des migrations plus souples, plus flexibles, avec des allers et retours, des migrations circulaires. Voilà l'avenir. Et il n'existe de solution dans ce domaine qu'avec un dialogue avec les pays d'origine.

Nous avons un devoir d'intégration

J'en viens au devoir d'intégration. Nous savons qu'il y a en Europe grosso modo deux modèles, le modèle plus communautariste qui maintient des liens plus protecteurs avec les communautés d'origine et notre tradition française modèle d'intégration individuelle. Ce dernier modèle, fondé sur l'emploi et sur l'éducation, s'est heurté à de graves difficultés, notamment par la ségrégation spatiale, par les ghettos, alors qu'il aurait fallu, en effet, avoir une mixité beaucoup plus équilibrée. Nous savons également que les difficultés de l'emploi ont eu des répercussions très lourdes sur les migrants.

Aujourd'hui, on peut considérer comme l'INSEE que les travailleurs étrangers encourent deux fois plus le risque de chômage que les autres, alors même que leur niveau de formation est au moins aussi bon et même meilleur que les Français d'origine. Pour réussir l'intégration, il faut une démographie dynamique – et ça la France a la chance de l'avoir – et en même temps la culture d'une identité ouverte, évolutive, sans peurs, sans esprit de supériorité. Du côté de nos amis accueillis, il faut qu'ils respectent les valeurs de la société où ils sont accueillis.

Je ne vais pas évoquer beaucoup plus ce devoir d'intégration mais il est essentiel et il faut que nous nous y engagions vraiment tous avec toutes nos forces et toute notre énergie.

Un appel particulier pour les demandeurs d'asile

J'en viens au troisième point qui me tient très à cœur car le devoir d'accueil des persécutés est vraiment au cœur de la vocation européenne. Et là je lance un cri d'appel parce que nous sommes en train de piétiner dans la réalisation de cette Europe de l'asile. Elle est pourtant programmée pour 2012. On considère que chaque année, il y a environ 200 000 à 250 000 demandes d'asile et qu'à peu près un tiers de ces demandes reçoit satisfaction -ce qui est convenable- avec des variations évidemment très importantes d'un État membre à l'autre. Qu'est-ce qui avance ? On a réussi à se mettre d'accord sur la qualification des modes de protection, sur EURODAC, un système qui permet d'identifier les demandeurs d'asile, sur le bureau d'appui installé à Malte et qui va aider les États membres les plus submergés de demandes et sur les statuts de résidents de longue durée. Par contre, nous sommes en panne sur un texte très important qui est la révision du fameux accord de Dublin qui consistait à dire que l'État où le migrant demandeur d'asile a mis le premier pas doit être celui qui instruit la demande. Moyennant quoi, comme la plupart des demandeurs d'asile viennent en Grèce, il est évident que la Grèce aujourd'hui submergée est probablement le pays où il ne faut sûrement pas demander l'asile parce que vous ne l'aurez pas (0,3 % des demandes suivies d'accord). Je trouve que là, les États membres font preuve d'égoïsme par rapport à ce besoin d'accueillir. Il faudrait que l'on revoit cette règle de Dublin. Et puis il faut harmoniser les procédures. Il faut aussi, bien sûr, veiller aux conditions d'accueil des demandeurs d'asile. Là, franchement, je lance un appel au secours. En outre, il faudra que l'Europe aide les pays qui sont voisins des pays à problèmes et accueillent dans leurs camps de très nombreux migrants. Je pense notamment à la Jordanie où sont entassés de nombreux Irakiens.

Nous avons maintenant une base, c'est l'engagement qu'ont souscrit les chefs d'État européens. Ces engagements sont inscrits dans le marbre avec le programme de Stockholm qui nous mènera jusqu'en 2014. Il faut maintenant que les chefs d'État tiennent leur parole et engagent leurs gouvernements. Mais vous savez, il faut aussi que la France – je reprends dans la foulée de ce qu'a dit Henri Guaino – qui a inventé ce pacte républicain, qui a été une terre d'immigration et qui connaît ces problèmes, use de toute son influence pour aider cette Europe à être une Europe accueillante. Il faut, bien sûr, que les chrétiens dont nous sommes, aient à cœur aussi de se rappeler – et là je me réfère aux précédentes Semaines Sociales – cette histoire du peuple des migrants, la Bible, un peuple qui a été étranger en terre étrangère, qui a connu l'errance et l'exil. C'est sur cette histoire du peuple de la Bible que s'est greffée l'inspiration chrétienne à l'universalité de la fraternité humaine. Je crois que c'est tout dire et combien ce problème d'accueil des migrants doit être au cœur de nos engagements chrétiens.

HÉLÈNE FLAUTRE*

Les migrations sont positives pour nos problèmes internes

Je voudrais contribuer à cette discussion que vous avez organisée, celle des migrations et du vivre-ensemble qui me paraît importante et décisive. Je vais le faire en mettant sur la table un certain nombre d'éléments d'analyse qui permettent d'imaginer très certainement qu'une autre politique d'asile et d'immigration en France et en Europe est possible. Et qu'elle est possible non seulement par générosité, par fraternité, par amour du prochain, mais peut-être également par pur réalisme, rationalité et peut-être même par égoïsme, même si ce n'est pas un sentiment à encourager. D'abord je tiens à saluer Jacques Barrot. N'étant plus à la Commission européenne, il ne sait pas qu'il y a laissé des souvenirs très intenses et que son action est aujourd'hui mentionnée, notamment sur le sujet par lequel il a terminé son intervention, celui de l'accueil des demandeurs d'asile en Europe.

Jacques Barrot le rappelait et il a raison, ce n'est qu'une toute petite partie de la population mondiale qui migre. On compte un milliard de gens qui, pour des raisons diverses, parce que leur terres sont désertifiées, parce qu'ils manquent d'eau, à cause de la dictature ou de la guerre, quittent leur terre. La plupart d'entre eux rejoignent la plus proche des grandes métropoles de leur pays. Quand je dis la plupart d'entre d'eux, c'est 74%. Donc finalement 74% de personnes bougent en restant dans leur pays, au plus proche de leur lieu de naissance. Une partie traverse les frontières, on appelle ce phénomène les migrations internationales. Et là, on arrive à 230 millions de personnes. Parmi ces personnes, une toute petite partie traverse la frontière pour partir d'un pays du Sud vers un pays développé. Il faut avoir en tête cet équilibre, la façon dont les gens, à l'échelle de la planète, se déplacent. Presque 30% de 30%, soit une toute petite partie de la population mondiale, quitte un pays pour venir dans un pays développé.

Les immigrants sont des personnes qualifiées

Est-ce, comme le suggérait Monsieur Guaino, comme l'avait suggéré avant lui Monsieur Rocard, que « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde » ? Vous vous souvenez de cette phrase, bien entendu. C'est vrai qu'on lui fait toujours l'injustice de ne pas citer la deuxième partie mais je voudrais insister sur le fait que la prémisse n'est pas correcte. En fait, les gens qui migrent ne sont pas originaires des pays plus pauvres et ce ne sont pas les plus pauvres des pays qui migrent. Donc, c'est au moins faux pour deux raisons. La part des migrations par rapport à la population et au niveau de développement des pays est une courbe en cloche ; c'est-à-dire que quand le pays est très très pauvre, on assiste à peu d'immigration. Quand il commence à être émergent, à se développer, les migrations montent. Qui bouge ? Ce ne sont pas les plus pauvres parce que pour émigrer, il faut des ressources, il faut du capital. Donc, en général, ce sont les plus éduqués, ce ne sont pas les plus malheureux des malheureux. C'est très important de le comprendre. Nous avons des chiffres pour l'attester. Depuis les années 1980, par exemple, dans la population qui émigre en France, on est passé de 81% de personnes sans diplômes à 41%. Cela signifie que les personnes qui arrivent en France, ont des niveaux de qualification presque équivalents, en tout cas pour ce qui est de la part des personnes non diplômées, à la population française. Moi qui rencontre beaucoup de chrétiens sur le terrain dans ma région du Nord Pas de Calais, je sais que

* **Hélène Flautre**, ingénieur de formation, a exercé comme professeur de mathématiques. De 1992 à 1998, elle a été membre du cabinet de la présidente de la région Nord-Pas-de-Calais. Adhérente des Verts depuis 1989, elle a été conseillère municipale d'Arras. Elue député européen en 1999 sur la liste conduite par Daniel Cohn-Bendit, elle a travaillé sur les dossiers des services publics européens, des droits sociaux des salariés européens, du droit d'asile en Europe et des Droits de l'Homme dans les pays du Maghreb. Réélue en 2004, puis en 2009 sur la liste « Europe-Ecologie » pour la région Nord-Ouest, elle a co-écrit *Guerre aux migrants : le livre noir de Ceuta et Melilla*, Champ social-Théâtre, 2007.

ceux qui soutiennent les migrants font ce constat: les gens que nous rencontrons, que nous essayons d'aider, d'accompagner dans leurs démarches, sont souvent des gens cultivés, éduqués, diplômés, mais rompus par un parcours absolument éprouvant si nous avions à le subir nous-mêmes.

Une répression efficace et perverse

Il faut dire les choses clairement : ce qui est privilégié, ce n'est pas l'accueil républicain, c'est d'abord la répression selon l'idée que qui accueille bien réprime bien. Comme le disait Monsieur Barrot, ce que nous voyons au niveau européen, mis en œuvre de manière pro-active, c'est la répression. Cette répression a des impacts contradictoires et pour beaucoup négatifs. D'abord, que se passe-t-il ? L'agence Frontex a des résultats spectaculaires dans la Méditerranée. Ainsi, sur l'île de Malte où arrivaient tous les étés plusieurs milliers de personnes, l'été dernier personne ! Sur l'île également bien connue de Lampedusa, la première île européenne italienne, pas très loin des côtes tunisiennes, 25 000 personnes par an débarquaient les années précédentes. Avec l'agence Frontex, environ 250 sont arrivées au début de cette année. C'est dire à quel point la baisse est considérable et les contrôles efficaces. Mais ceci ne s'obtient qu'au prix de très graves violations des Droits de l'homme parce que la plupart des personnes qui partent sans pouvoir atteindre ces lieux sont renvoyées et pas n'importe où, en Libye selon un accord que l'Italie a conclu avec la Libye et que la Commission européenne s'efforce de généraliser pour l'ensemble des pays européens.

Cette répression a pour effet de déplacer les routes migratoires. Par exemple, beaucoup de personnes venaient par la Libye à Gibraltar et sur la côte marocaine. Les moyens de contrôle et de répression ayant été mis de manière maximale, les gens continuent néanmoins de se déplacer. Que peut-on observer aujourd'hui ? On assiste à une montée des flux migratoires extrêmement importante – et vous verrez beaucoup d'articles à ce sujet – par la frontière turco-grecque. Le commissaire Jacques Barrot le sait bien puisqu'il s'est rendu sur place à plusieurs reprises pour plaider justement en Turquie et en Grèce pour des politiques ambitieuses et respectueuses des Droits de l'homme.

Les migrations sont bonnes pour nos comptes publics

Il faut en conclure une chose assez simple. Même si ça peut choquer, heurter notre volonté d'hommes d'action capables de régir les choses publiques, nous ne sommes pas en capacité, en tout cas pas comme cela, de choisir et de trier qui peut et qui ne peut pas venir. Finalement, ce n'est pas très malheureux. c'est même plutôt heureux. J'attends un rapport qui me contredirait, mais beaucoup appuient ce que je vais vous dire : oui, les migrations sont excellentes et positives pour nos « petits problèmes » internes et domestiques, nos histoires de comptes, de retraite, de protection sociale. Un chiffre : la contribution nette entre un natif et un immigré aux comptes publics pendant sa durée de vie est en moyenne de 2 250 euros par an pour un immigré et de 1 500 euros pour un natif. C'est assez étonnant et contredit tous les a priori.

J'essaye de faire ce travail parce qu'on est tellement embrumés avec des idées toutes faites totalement contraires à la réalité qu'on ne les remet plus en question. C'est pour cela que je disais en entrée que nous avons presque intérêt de manière égoïste à accueillir très largement. D'ailleurs le rapport de 2009 des Nations unies pour le développement humain, « Levez les barrières », le dit très bien. Lisez-le. Il démontre par tous les indicateurs de développement humain un peu plus élaborés, qu'il y a, sous certaines conditions, un bénéfice partagé entre les pays d'accueil, entre les pays d'origine et entre les migrants à accompagner, organiser et lever les barrières pour faciliter les mobilités.

Le droit à la mobilité et au vivre-ensemble

Le droit à la mobilité va être le droit central du XXIe siècle. Il va devenir la nouvelle

conquête des droits humains. Quand on dit accompagner, cela signifie garantir un certain nombre de droits du migrant, de capacité également d'accueil dans les populations. On dit souvent : oui, mais il y a un certain seuil à ne pas dépasser. Peut-être que ce serait bon pour les comptes d'accueillir 500 000 immigrés, mais est-on capable de vivre ensemble dans cette perspective ? Je crois évidemment qu'il ne faut pas faire de scénario absurde fondé sur la pure rationalité égoïste et économique, pour améliorer notre ratio actifs/inactifs ou pour répondre au vieillissement de notre population. Le monde n'est pas une réserve de ressources humaines ou naturelles dans laquelle on doit aller puiser pour gérer nos petites affaires. Nous sommes bien d'accord. Mais quand même.

Je crois que nous ne mobilisons pas assez sur ce vivre-ensemble. Il est vrai que nous sommes tellement mobilisés sur le terrain sur des questions vitales défensives qui devraient être prises en compte par les pouvoirs publics : les droits fondamentaux des personnes qu'elles soient ou pas en situation régulière. Faut-il le répéter : ces droits sont liés à l'être humain et pas à son statut administratif ou juridique ou national ou ethnique. C'est peut-être parce qu'on dépense beaucoup d'énergie sur ces enjeux vitaux-là qu'on en dépense peut-être moins à essayer de construire des projets, des programmes convaincants d'intégration. C'est tellement facile quand vous précarisez les personnes de confondre l'extrême pauvreté et l'irréversible différence culturelle religieuse ou ethnique, tellement facile d'entretenir la confusion.

Prenez la question des Roms. J'en parle justement parce que c'est la plus grande et la plus discriminée des minorités européennes. Sur cette question, je suis allée voir dans quelques pays comment on peut pratiquement réussir et de manière convaincante leur intégration. Cela ne veut pas dire que tous les enfants sont scolarisés, que les parents sont alphabétisés, trouvent un emploi, ont un logement. Ce n'est pas seulement ça. Ce qui est recherché, c'est que tout le monde trouve un bénéfice réciproque à vivre dans la proximité, le voisinage des familles Roms. Or ça existe, en Italie !

Un programme tout à fait épatant a été lancé à Turin dans lequel les Roms, avec des associations, entretiennent et rénovent des bâtiments. Les habitants du quartier sont enchantés parce qu'une grosse verrue dans leur quartier est rénovée par ces familles qui ne sont pas payées pour le faire mais qui, en échange, peuvent y rester trois ans. Cette grande maison rénovée est occupée non seulement par des familles Roms, mais aussi par des familles autochtones de Turin, mais aussi par des associatifs qui les accompagnent. Et maintenant les familles tournent. Elles viennent ici, sont accompagnées, et hop, elles se réinsèrent. C'est le contraire de la communautarisation. C'est-à-dire trouver ensemble les moyens de vivre mieux ensemble. Et c'est possible !

YANNICK BLANC*

Favorisons la mobilité plutôt que de multiplier les barrières

C'est extrêmement difficile d'intervenir après trois grands professionnels de la rhétorique et de la politique. D'autant que je partage à peu près sans réserve la profession de foi républicaine d'Henri Guaino. J'ai les mêmes sources documentaires que Jacques Barrot sur les relations, dans les années qui viennent, entre la migration et la démographie en Europe. Je pourrais reprendre à mon compte bien des constats qui ont été dressés par Hélène Flautre. Je vais donc essayer, en quelques minutes, de porter quelques contre-points à ces visions sur la base de cette expérience qui a été la mienne, en effet, dans cette première ligne de la politique des migrations qui est le guichet,

* **Yannick Blanc** est diplômé de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud et de l'ENA. Il a été haut-fonctionnaire au ministère de l'Environnement et au ministère de l'Intérieur, où il a notamment dirigé le service chargé des élections, des associations et des cultes. De 2005 à 2007, il a été directeur de la police générale, chargé de l'administration des étrangers, à la préfecture de Police. Aujourd'hui consultant, il est vice-président de « Penser le social autrement », un laboratoire associatif d'innovation sociale et préside le comité d'évaluation de France-Bénévolat.

l'endroit où on délivre les papiers et l'endroit également où on organise des reconduites à la frontière.

Premier constat, et là je renchéris sur ce que vous a dit Hélène Flautre : il faut une bonne fois pour toutes tordre le cou à l'idée que les migrants porteraient sur leur dos toute la misère du monde. Je sais bien que vous qui êtes ici, vous êtes particulièrement sensibles dans l'accueil fait au migrant à la dimension de l'aide apportée à ceux qui ont le plus besoin, en particulier les demandeurs d'asile. Je sais bien que cette question des demandeurs d'asile est, dans les mouvements militants que vous représentez, particulièrement importante. Elle ne représente cependant dans les migrants que nous accueillons en France qu'une part extrêmement faible. Le moteur fondamental de la migration est économique. C'est vrai dans le monde entier. Si on porte sur une carte en représentant par des flèches l'épaisseur croissante des mouvements migratoires, on se rend compte que ces flèches sont les plus grosses là où les différences de revenus sont les plus importantes et les distances les plus courtes. C'est pourquoi, dans les politiques migratoires, il existe d'énormes différences entre les pays qui ont une frontière terrestre commune avec des pays d'émigration et les autres. La frontière entre les États-Unis et le Mexique est un point évidemment tout à fait critique dans les mouvements migratoires à l'échelle du monde. Des pays comme l'Allemagne sont face à des phénomènes migratoires très différents de pays qui n'ont pas de frontières communes avec les pays d'immigration.

Ce que j'ai pu personnellement observer en examinant des dossiers de migrants et notamment en regardant les dossiers de ceux qui demandaient leur régularisation, c'est le fait qu'autant le taux de chômage des immigrés et des enfants d'immigrés est plus élevé que celui des natifs, autant le taux de chômage des migrants est nul. Je n'ai jamais vu un migrant arrivé de fraîche date en France et notamment un migrant en situation irrégulière au chômage. Alors cela existe peut-être, mais moi je ne l'ai jamais vu. Et si on regarde un petit peu la réalité économique, y compris celle que nous connaissons dans notre vie quotidienne, nous savons bien que sans les migrants des secteurs entiers de notre activité économique s'effondreraient du jour au lendemain. Sans les migrants, pas d'entreprises de travaux publics. Sans les migrants, pas de chantiers de bâtiments. Sans les migrants, pas de baby-sitter, pas de personnel pour assister les personnes dépendantes, pas de femmes de ménage, pas de personnel d'entretien des locaux professionnels. Sans les migrants, pas de service public de la santé en Ile-de-France. Ce ne sont pas des statistiques, ce sont des choses que chacun d'entre nous peut observer.

Des murs de béton, des murs de papier

En parlant de politique européenne, Jacques Barrot a dit qu'il fallait commencer par lutter contre l'immigration irrégulière. L'immigration irrégulière est-elle le problème à résoudre d'abord ou plutôt la conséquence de la façon dont nous gérons nos politiques d'immigration ? Hélène Flautre a insisté sur le fait que lorsqu'on construisait une barrière quelque part contre le flux migratoire, les migrants la contournaient et passaient ailleurs. C'est un constat qu'on peut faire également du point de vue des procédures administratives. Il y a certes des murs en béton, les dispositifs de protection opérationnels. Et puis il y a des murs en papier ! La façon dont nous multiplions depuis quelques années les lois sur l'immigration est une façon d'élever le plus haut possible ce mur de papier que nous opposons aux migrants.

Une chose est certaine : dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, et l'expérience historique est là pour le montrer, lorsqu'on organise une politique publique fondée sur la prohibition, on favorise le marché noir. Lorsqu'on a une politique de délivrance des visas et des titres de séjour restrictive, qui est une politique dans laquelle les services administratifs reçoivent pour instruction de délivrer le moins de papiers possible et d'opposer le plus d'obstacles possibles à leur délivrance, on favorise le marché noir.

On a pu voir ces dernières années comment, alors que le moteur fondamental de l'immigration est l'économie et que, depuis les années 70, la position officielle de la

France est qu'il n'y a plus d'immigration de travail, les migrants cherchent le maillon faible de notre régulation de l'immigration pour passer au travers. Et on a vu les flux migratoires passer par le regroupement familial ou par la procédure d'accueil des étrangers malades. Il faut quand même savoir que pendant plusieurs années, nos tribunaux administratifs ont été littéralement engorgés par des procédures liées à des demandes pour des étrangers malades, parce que c'était le point faible de notre réglementation. En conséquence, on l'a durcie.

Ainsi, année après année, on essaie de boucher les trous d'une réglementation qui essaie de lutter au maximum contre l'immigration alors que, je l'ai dit tout à l'heure, ce qui fait venir le migrant, c'est le besoin de travailler. Sur le mode du bon sens, nous déclarons : on ne peut pas accueillir de migrants pour travailler parce qu'on a du chômage chez nous. Mais quelqu'un a-t-il vraiment analysé concrètement quel était l'effet des migrations sur l'emploi ? Il existe des secteurs entiers d'activité qui ne pourraient pas fonctionner sans les migrants. Il faut se demander pourquoi. Très peu d'études économiques ont été conduites sur l'effet des vagues migratoires sur le niveau des salaires. L'une a été menée en Grande-Bretagne après l'élargissement de l'Union européenne et l'arrivée massive de ressortissants d'Europe centrale et orientale. Cette étude a démontré que cette vague migratoire avait eu un effet marginal à la baisse sur les salaires des personnes les moins qualifiées et également un effet marginal à la hausse sur les salaires des cadres intermédiaires. Pourquoi ? Parce que dans une branche d'activités où arrivent beaucoup de migrants, il faut que les natifs montent en qualification pour assurer leur encadrement. Le phénomène est donc loin d'être massif.

Intégrer, au nom de l'intérêt national

Je voudrais dire un mot de l'intégration. On entend souvent dire que nous ne pouvons accueillir des migrants que dans la mesure de nos capacités à les intégrer. Les preuves qu'elles sont limitées, voire saturées, ce sont les phénomènes de ghettos et de communautarisme qui en découlent. Je prends trois exemples. Le premier concerne la politique du logement. On sent dans ce pays un consensus implicite mais extrêmement fort pour ne pas accueillir de logements sociaux. Il suffit de faire le bilan de l'application de la loi de 2000 sur la Solidarité et renouvellement urbain (SRU) pour s'apercevoir qu'un grand nombre de communes, par tous les moyens possibles, essaient d'échapper, quitte à payer des pénalités à l'obligation de construire 20 % de logements sociaux. On ne peut donc pas, après avoir par un consensus implicite mais extrêmement large contribué à la concentration des immigrés dans un certain nombre de quartiers, leur demander des comptes sur leur capacité à s'intégrer à la société française. Il y a là un vrai paradoxe.

Le deuxième exemple est celui des Roms, dont on a beaucoup parlé. Il existe des Roms de nationalité française, on les appelle des gens du voyage. Aujourd'hui, dans notre pays dont un des principes fondateurs est l'égalité de tous face à la loi, les gens du voyage sont victimes de deux mesures juridiques discriminatoires : ils ne peuvent s'inscrire sur les listes électorales d'une commune qu'après y avoir résidé pendant un an, alors que pour tous les autres citoyens français, le délai est de six mois ; et ils sont tenus d'avoir sur eux ce qu'on appelle un carnet de circulation, qui permet de contrôler leurs allées et venues alors que le droit d'aller et venir est une liberté fondamentale. Ce carnet de circulation est tellement utile au maintien de l'ordre public que des gendarmes ont crû nécessaire d'élaborer un fichier illégal pour reconstituer les mouvements des gens du voyage.

Le troisième exemple concerne la situation faite aux jeunes majeurs étrangers. On recense dans les lycées d'Ile-de-France – il y en a ailleurs mais c'est à Paris que je connais le mieux la situation – un nombre assez important d'enfants de migrants. Ils sont arrivés en France vers 14-15 ans. Ils ne sont donc pas automatiquement régularisables puisqu'ils ne sont pas arrivés avant l'âge de 13 ans. En l'espace de trois ou quatre ans, ils apprennent la langue, ils rejoignent les filières de scolarisation ordinaire et ont pour certains d'entre eux de remarquables résultats scolaires. Je pense tout particulièrement aux jeunes Chinois qu'on trouve à Paris. Tant qu'ils sont mineurs,

ils n'ont pas besoin de papiers. Le jour où ils atteignent l'âge de 18 ans, que fait-on ? Ils sont dans l'obligation de quitter le territoire français.

Les migrants de la communauté chinoise de Paris s'intègrent peu à la société française parce qu'ils ont de puissants systèmes d'intégration tant économique que socio-culturelle dans leur propre communauté. Leurs enfants, à la scolarisation de laquelle ils accordent la plus grande importance, apprennent le français en trois ans, se mêlent à leurs camarades et sont donc de puissants vecteurs d'intégration. J'ajoute une chose : la Chine est dès aujourd'hui une grande puissance et ce sera encore plus vrai demain. Quel est notre intérêt national ? Que les jeunes chinois qualifiés, scolarisés, diplômés en France, soient mus par le ressentiment envers les pouvoirs publics ou que nous en fassions au plus vite des Français fiers de l'être ? La réponse est absolument évidente. Il faut se dépêcher de donner des papiers à ces jeunes majeurs. Il faut se dépêcher d'en faire des Français. C'est notre intérêt national.

Réguler la mobilité plutôt qu'organiser l'immobilité

Dernier point : les relations entre l'immigration et le développement. Une des objections qu'on fait à cette mobilité évoquée tout à l'heure, c'est la fuite des cerveaux. Si on lève les barrières, si on laisse les migrants qualifiés arriver plus rapidement chez nous, ils vont désertir leurs pays d'origine, or ceux-ci ont besoin d'encadrement. La bonne logique est-elle donc de multiplier les barrières ? Là encore je parle de mon expérience administrative.

Lorsqu'on parle avec ces migrants en situation irrégulière, les propos qui reviennent le plus souvent, et pas forcément de gens extrêmement qualifiés, est qu'il est si difficile d'entrer en France et de s'y maintenir qu'ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour ne pas repartir. Si nous n'avions pas de politique de prohibition des papiers, si les visas étaient délivrés plus facilement avec les moyens de contrôle dont Jacques Barrot a parlé tout à l'heure, y compris si c'est nécessaire via des contrôles biométriques parce que le problème des faux est réel, les migrants eux-mêmes affirment qu'ils privilégieraient une stratégie de la mobilité.

Prenez un médecin africain. Il fait des études. Il atteint un certain niveau de qualification dans son pays mais insuffisant pour devenir un spécialiste de bon niveau, il doit passer un certain nombre d'années dans les hôpitaux d'Europe et des États-Unis. Si ce n'était pas si difficile de s'y installer, les médecins de ces pays seraient tout en fait en mesure de gérer leur carrière avec des allers et retours entre l'Europe et leur pays d'origine parce qu'ils sont attachés à leurs racines, à leur terre natale et ont à cœur de lui faire bénéficier de leur talent.

Cet exemple montre bien que si notre stratégie de régulation de l'immigration – parce qu'il faut la réguler ! – était davantage fondée sur la régulation de la mobilité plutôt que sur une tentative désespérée d'organiser l'immobilité, elle serait probablement plus efficace. C'est en tout cas la conviction qui est la mienne après deux ans d'expérience en première ligne de cette politique.

ASSANE BÀ*

Les migrations s'inscrivent dans la marche de l'Histoire

Je commencerais par remercier les Semaines Sociales d'organiser ce débat sur les migrants et de pouvoir ainsi partager avec autant de personnes ce qui pour moi est mon quotidien, dans mon travail et dans ma vie. François Ernenwein m'avait dit que le fait de parler en dernier représentait un certain avantage. Je me demande si passer après tant de personnes de cette trempe est vraiment un avantage. J'essayerai de toute façon de parler autrement et de choses un tout petit peu différentes en partageant avec vous un certain nombre de convictions personnelles et du CCFD.

Les migrations, aujourd'hui, sont une évidence. Tout le monde s'accorde pour

* **Assane Bâ** est juriste, chargé de mission Migrations internationales au CCFD-Terre Solidaire.

reconnaître l'importance prise par les migrations internationales dans notre monde globalisé. Les facilités de la communication et des transports ainsi que les progrès de la mondialisation ont accru les facteurs de mobilité et contribué à redessiner en peu de temps une nouvelle géographie mondiale des migrations. On compte aujourd'hui dans le monde près de 200 millions de migrants internationaux soit un doublement du taux de migration mondiale en presque 40 ans. Plus aucun pays du monde n'échappe au phénomène. Tous sont devenus pays émetteurs, pays d'accueil ou pays de transit de migrants.

Nous sommes des sociétés métissées

Nous avons beaucoup parlé de la France, de l'intégration et des enjeux locaux. Je vais essayer d'ouvrir notre regard aux dimensions du monde car tout cela devrait pouvoir s'inscrire dans une dynamique globale, mondiale, qui nous permet de renouveler nos visions en replaçant la question des migrations dans un cadre beaucoup plus vaste. En cela je partage un certain nombre d'observations faites par Monsieur Barrot sur le fait que les migrations sont aujourd'hui inéluctables. C'est une évidence dans l'histoire. Toutes nos sociétés se sont construites avec la mobilité des hommes et des femmes. C'est par absorption de vagues migratoires successives, par agrégation de toutes ces vagues, que nous sommes aujourd'hui une société métissée, culturellement, économiquement, socialement. Cette marche de l'histoire me paraît indéniable, quelles que soient les velléités de tel ou tel choix politique.

Il me semble aussi qu'il ne peut pas y avoir, dans notre contexte d'aujourd'hui, de solution strictement nationale réduite à la souveraineté ou à un modèle défini dans un État ou par un pays. Il faut aller vers le bilatéralisme. Sur cette question, je ne reviendrai pas sur ce que beaucoup d'experts ont pu dire ces jours passés, hier notamment, mais il est important de rappeler que les migrations participent à l'évolution de nos sociétés et à notre conception du monde et que nous allons manifestement, que certains le reconnaissent ou pas, vers l'idée d'un bien commun mondial. Les mobilités humaines sont non seulement inéluctables mais peuvent constituer une chance pour tous.

L'avenir est à la liberté de circulation

La mobilité est aujourd'hui aussi un fait avéré. Je suis tout à fait d'accord et je soutiens tout particulièrement ce que dit Hélène Flautre sur le fait que l'avenir du monde, c'est aussi la mobilité. C'est un fait qui va marquer les périodes à venir. Vous savez qu'aujourd'hui, la liberté de circulation, d'aller ailleurs est reconnue partout au Nord. Il ne vient à l'idée de personne d'empêcher les jeunes Européens d'aller où ils veulent dans le monde. Ce qui dérange et continue de faire problème, c'est l'immigration en provenance des pays du Sud. Elle se heurte à des barrières juridiques, parfois physiques notamment érigées par des États riches du Nord drapés derrière une souveraineté nationale à usage, à mon avis, totalement unilatéral. Il est pourtant évident que cette situation ne peut pas tenir. Ce n'est pas pour rien que l'idée d'une gouvernance globale des migrations est reconnue par la communauté internationale comme une nécessité pour conduire les politiques migratoires. Une prise de conscience mondiale se construit chaque jour depuis le fameux grand rapport du secrétaire général des Nations unies Kofi Annan en juin 2006. De plus en plus d'États s'engagent dans ce processus et nous sommes de plus en plus nombreux à affirmer que les migrations sont une chance pour le développement, qu'elles sont profitables à tous, les pays émetteurs, les migrants, comme les pays d'accueil. De ce fait, elles devraient sortir des arcanes habituelles de la seule gestion souveraine des États nationaux pour faire l'objet d'une gouvernance multilatérale comme doit l'être tout bien commun universel. Malgré les difficultés, malgré une marche plutôt cahoteuse, nous nous dirigeons vers ce processus.

La terre est à l'usage de tous

C'est un peu dans cette perspective qu'au CCFD-Terre Solidaire, nous tentons d'organiser nos actions avec nos partenaires dans le monde. Que fait le CCFD dans un tel contexte ? Ce qu'il est important de rappeler, c'est que nous inscrivons notre action au cœur de la doctrine sociale de l'Église, dans le cadre des missions qui nous sont confiées par l'Église de France, principalement la mission d'éducation au développement en France, d'appui aux partenaires et de renforcement des acteurs de la société civile dans le Sud. Pour faire reculer les injustices et pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus démunies, que cherchons-nous à faire et autour de quoi l'articulons-nous ?

D'abord nous cherchons à ancrer nos actions quotidiennes dans la fidélité au message de l'Évangile. En effet, Dieu n'est pas indifférent à la manière dont les sociétés humaines traitent les étrangers, traitent l'Autre et de ce point de vue, il est essentiel pour nous de renouveler notre lecture du message de l'Évangile et d'apporter des réponses de foi aux questions difficiles et souvent contradictoires que pose parmi nous la présence de personnes différentes. C'est pourquoi nous avons retenu un certain nombre de principes simples autour desquels nous inscrivons nos priorités : 1. La dignité de tout être humain ; 2. La destination universelle des biens ; 3. Le bien commun universel ; 4. La préférence pour les plus pauvres.

C'est autour de ces principes que nous nous engageons. Nous comptons parmi nous des personnes de plus en plus nombreuses qui pensent que la terre et ce qu'elle contient est destinée à l'usage de tous les hommes, de tous les peuples et que c'est dans ce cadre que doit s'organiser le partage des richesses. C'est fort de ces convictions que nous engageons nos actions et notre travail de solidarité, en France d'abord mais aussi ailleurs dans le monde. Je vais prendre quelques exemples pour expliquer en quoi consiste cette solidarité.

Des jeunes Africains victimes de violations des droits humains

Gao est une ville du nord du Mali, sur les routes migratoires qui empruntent le désert. Les jeunes Africains, désespérés devant la fermeture systématique des frontières qui empêche toute possibilité de passer essayent d'aller autrement vers l'Europe, vers d'autres zones. Imaginez la frontière de l'Algérie et du Mali. Chaque jour, des camions déversent de l'Algérie et de la Libye réunies de 80 à 100 personnes par jour, dans un no-man's land, un espace de oued séché où il n'y a pas de vie, que des ruines. C'est là que la police algérienne déverse ce qu'elle appelle les « poubelles » – des personnes ici dans la salle pourraient en témoigner beaucoup plus que moi – dans l'indifférence totale. Des hommes et des femmes, des enfants, sans eau ni électricité, sans lumière, sans rien du tout, vivent là un enfer total. Des partenaires du CCFD, notamment des partenaires d'Église situés dans la zone, s'engagent avec nous à restaurer la dignité humaine et à reconstruire l'espérance avec les migrants victimes de ces situations causées par les politiques migratoires de l'Europe. Parce que c'est bien l'Europe qui sous-traite et externalise ses politiques d'asile et de fermeture vers le Maghreb et incite, moyennant finance d'ailleurs, des pays à mener pour son compte ces politiques.

Nous tentons donc également de sensibiliser l'opinion publique, de gagner la bataille de l'opinion pour faire prendre conscience des violations des droits humains. Je ne peux pas entrer ici dans les détails mais imaginez ce qui se passe dans ces lieux. Ils sont assez connus aujourd'hui à cause des otages français d'Al-Qaïda mais il faut savoir qu'il y a aussi les otages que sont les jeunes Africains victimes des refoulements, des violations et des brimades du gouvernement algérien, dans l'indifférence du gouvernement malien et devant l'action conjuguée des États comme la Libye. Voilà un exemple du travail que nous menons à Gao, la finalité étant que progressivement, nous réussissions à organiser des capacités collectives à la fois d'appui et d'aide de proximité avec nos partenaires mais aussi d'interpellation politique et de promotion d'autres alternatives montrant qu'il n'y a pas que cette manière-là qu'on doit utiliser pour faire de la politique, pour traiter des personnes qui n'ont qu'un seul tort, c'est d'aller chercher le

mieux être qu'ils ne trouvent pas dans leur pays. À partir de cet engagement, en tant que CCFD-Terre solidaire mais surtout avec nos partenaires locaux, nous avons ouvert depuis deux ans une Maison du migrant à Gao. Elle permet, grâce à des convois que nous réussissons à faire passer toutes les semaines, à sortir de cet enfer des migrants, les amener dans le monde civilisé, les soigner, les accueillir et leur permettre de se reconstituer et d'envisager enfin la vie comme tout le monde.

Des alternatives économiques pour éviter le départ systématique

Mon deuxième exemple se situe à Mbour, au Sénégal. C'est un village côtier où ont été rapatriés de jeunes Sénégalais et Africains qui avaient emprunté au péril de leur vie des pirogues pour traverser l'océan atlantique et finir dans des centres de rétention des îles Canaries, par accord entre le gouvernement sénégalais et l'Espagne. Environ 4 500 à 5 000 jeunes ont ainsi été rapatriés au Sénégal dans leurs villages sans rien. Ils avaient accumulé tous leurs biens avec leurs familles, vendu le bétail, les terres, les bijoux de la maman... pour envisager ce voyage. Ils avaient certes des illusions mais aussi l'envie forte de pouvoir changer leur vie, changer leur quotidien. Au final, ils ont tout perdu. Certains ont fait naufrage, sont morts et ceux qui étaient en centres de rétention ont été ramenés sans un centime. Si des mesures ont été négociées, eux n'en ont pas vu la couleur. Alors nous, CCFD, que fait-on ?

Notre projet est de regrouper un certain nombre de ces jeunes et de travailler avec eux sur des alternatives économiques fondées sur les principes d'une économie solidaire et sociale. On les a aidés à créer ce qu'on appelle un mouvement d'intérêt économique avec tous les corps de métier réunis (pêcheurs, mareyeurs, transformateurs de produits halieutiques...) pour qu'ils puissent espérer une réhabilitation et une réinsertion sociale et économique dans leur pays. Avec les 450 rapatriés des Canaries et l'action forte de nos partenaires, nous avons réussi à mettre à l'eau six nouvelles pirogues pour que ces jeunes retrouvent certains métiers et retrouvent surtout leur dignité et une liberté de choix pour que, demain, le départ systématique ne soit pas la seule solution qui s'offre à eux.

Il me resterait encore beaucoup à vous dire concernant l'action du CCFD-Terre Solidaire en France et dans le monde pour renforcer partout le vivre-ensemble, la cohésion sociale et le dialogue interculturel et interreligieux dans nos sociétés, pour plaider pour une nouvelle gouvernance des migrations et la ratification des instruments juridiques internationaux qui reconnaissent et protègent les droits des migrants et également pour demander le respect sans mépris ni paternalisme des acteurs de la société civile, mais le temps me fait, hélas, défaut.

Débat

Table des questions* : *Philippe et moi avons l'habitude de cet exercice un peu compliqué qui est de recevoir les questions et de les répercuter aux intervenants. Mais là, je crois qu'on a battu des records. De nombreuses questions sont en même temps des réactions à l'intervention d'ouverture d'Henri Guaino. Votre discours, vous l'avez perçu, a suscité pratiquement autant de réactions enthousiastes que de réactions agacées. Je ne vais pas tenir de statistiques, mais les réactions sont très fortes de part et d'autre. Je pense que ce n'est pas pour vous déplaire. En tous cas, vous avez été écouté.*

Je ne vais pas citer toutes les personnes qui réagissent en disant: «Merci, c'est de l'oxygène, vous êtes clair. La République comme on l'aime, etc ». Ceci dit, on voit bien que, même pour ceux qui apprécient, un doute taraude l'auditoire. Une personne dit même: « Ce que vous dites est tellement bien que ça

* **Bertrand Badré** et **Philippe Da Costa**, membres du Conseil des Semaines sociales, ont relayé les questions des participants.

mériterait d'être appliqué ! ». Très concrètement surgit la question classique qui se pose aux politiques : « que faire, que pouvez-vous faire ? Avoir des principes, c'est bien. Ne pas les renier, c'est mieux ». Et pour résumer, plusieurs personnes écrivent: « Le discours de ce matin, je l'entends, il est acceptable. Le discours de Grenoble, lui, ne l'est pas. Les tests ADN, ça nous pose un problème. La politique du chiffre, comment la concilier avec les propos républicains que vous tenez ce matin ? ».

Des personnes ont été sensibles au fait que vous ayez fait référence à la laïcité et probablement un peu déçues que vous ayez un peu moins fait référence à la fraternité. J'observe aussi beaucoup de réactions à votre phrase: « Le républicain ne veut pas de quotas ». Un certain nombre réagit : « Les quotas, ça existe. Comment faites-vous pour vivre avec ce fait ? »

Si on élargit un peu le champ au-delà de la France, beaucoup de questions portent sur l'Union pour la Méditerranée. Les gens sont en attente d'éléments sur ce que c'est concrètement aujourd'hui. P lu s généralement, « La France préside le G20 ; c'est très bien. Quelle va y être la place sur la politique de développement, la politique d'immigration ? Va-t-on respecter nos promesses, va-t-on tenir les 0, 7% pour l'aide au développement? Quel rôle a la France pour le respect par les Nations unies des Objectifs du Millénaire, par exemple? Et plus généralement qu'en est-il du co-développement dont on a beaucoup parlé et qui a disparu ? ».

Une question, reprise par plusieurs participants, touche aux symboles. Lors du dernier remaniement, ils ont noté que l'immigration était maintenant rattachée au ministère de l'Intérieur: qu'est-ce que ça veut dire? Ils ont noté aussi la disparition d'un certain nombre de symboles de la diversité...

Enfin dans toutes les questions, on trouve énormément d'appels au secours très concrets qu'on vous fera passer. Des personnes témoignent: « On est submergé sur le terrain, en êtes-vous conscient? » Il existe pour eux un écart très fort, on l'a dit tout à l'heure, entre le discours et la politique, entre les décideurs et le terrain. Les gens se sentent désarmés ou en plein désarroi. Ils ont besoin que l'on comprenne ce qu'ils vivent sur le terrain dans l'urgence.

Voyant bien qu'ils ne peuvent pas tout reprocher au gouvernement, certains disent: « Ok, il existe un problème et ce problème nous touche tous. Ce n'est pas le gouvernement qui doit être critiqué, c'est la France qui doit se regarder dans les yeux ». Je relève également : «Est-ce que la France réelle est bien celle qu'a décrite Monsieur Guaino ? Est-on vraiment à la hauteur de ce pacte républicain ? Ce pacte républicain ne doit-il pas être un des enjeux de l'élection de 2012 et ne faut-il pas en faire de la pédagogie et voir très concrètement comment il peut se traduire ? ».

Henri Guaino : D'abord, je voudrais rebondir sur votre dernière phrase, « ce n'est pas seulement le problème du gouvernement, c'est le problème de tous ». Cela mérite d'être dit. On ne peut pas reprocher à un gouvernement qui est là depuis trois ans tout ce qui s'est passé en France depuis trente ans. On ne peut pas demander dans une démocratie au gouvernement de refaire à lui seul la société, le pacte républicain. Sommes-nous collectivement à la hauteur de notre pacte républicain ? Non !

Nous parlons aujourd'hui comme s'il y avait un consensus absolu sur ce sujet. Il n'y a pas de consensus ! Il y a des gens qui depuis des années et des années luttent féroce­ment pour instaurer un modèle communautariste. Il y a des gens qui sont favorables aux quotas ethniques. Il y a des gens qui ont participé pendant des années à la destruction de l'école républicaine, avec des arguments parfaitement recevables et parfaitement respectables. Nous ne sommes pas arrivés là simplement parce qu'un gouvernement, un jour, s'est réveillé en disant « on va tout dynamiter » !

Je ne suis pas venu faire ici un meeting politique. Je suis venu prononcer ce discours devant vous en conscience, pour vous dire ceci : si nous ne voulons pas nous poser cette question de la République que nous ne nous sommes plus réellement posée depuis

une vingtaine ou une trentaine d'années, alors tout ce dont vous discutez aujourd'hui n'a pas beaucoup de sens et n'aura pas beaucoup de portée. Voilà mon sentiment.

Évidemment je suis d'accord avec beaucoup des choses qui ont été dites après moi à cette tribune - pas toutes, je vais y revenir. Mais à quoi cela sert-il si, dans la manière dont nous posons notre problème aux autres, aux migrants, à ceux qui arrivent, nous ne sommes pas capables de regarder en face le problème que nous avons vis-à-vis de nous-mêmes ? Que leur proposons-nous ? Que leur demandons-nous et que leur offrons-nous ? Ce sont quand même des questions fondamentales ! Eh bien moi, franchement, encore une fois la République est dans mes tripes. Elle est dans mes entrailles. Je suis prêt à faire énormément d'efforts pour quelqu'un qui en accepte les principes et les exigences mais beaucoup moins pour ceux qui viennent vivre en France et qui ne veulent pas scolariser leurs enfants, qui se replient sur eux-mêmes. Je veux bien les aider à s'ouvrir, mais je veux que le pacte soit clair. C'est un pacte entre tous ceux qui sont là et ceux qui veulent venir. Il y a dans l'idée que je me fais de la civilisation une place pour la raison. Il y a une place pour la laïcité. Fraternité, c'est un mot que j'ai prononcé deux fois dans mon discours. J'y tiens beaucoup.

Revenons à A n t i g o n e . On dit souvent que dans la devise française, deux mots ont un sens et un contenu - égalité et liberté - et que le mot fraternité est un mot rajouté qui n'a pas du tout la même valeur. Je pense exactement le contraire. Je pense qu'en se dotant de cette devise, la France est le premier pays au monde qui a précisément illustré la parole d'Antigone : « Je ne suis pas venue pour partager la haine, mais pour partager l'amour ». C'est quelque chose de tout à fait essentiel. C'est Jacques Chaban-Delmas qui, dans son discours sur la nouvelle société en 1969, définissait la fraternité de la manière suivante : « la compréhension, le respect et la solidarité ». Je veux bien partager sa conviction et sa définition. Mais une fois qu'on a crié : « Fraternité, fraternité », on n'a pas progressé dans la résolution du problème. Pas plus d'ailleurs que lorsqu'on a crié : « égalité, égalité ». Pourquoi ai-je rappelé Créon et Antigone ? Parce qu'il est très facile de toujours vénérer la sublime figure d'Antigone et de faire de Créon un tyran, mais ça n'est pas si simple. Si c'était si simple, il n'y aurait pas de tragédie. Et c'est exactement ce que dit Camus. Camus est tout de même l'une des plus belles consciences morales du XXe siècle et il a raison de poser le problème comme il le pose. Sommes-nous capables de nous poser la question de cette manière et d'admettre que la condition tragique de l'homme, c'est que, de temps en temps, des principes également légitimes s'affrontent et qu'il est très difficile de trancher entre les deux, et que c'est ce qui fait la grandeur morale de l'homme ? C'est ce que j'appelais au début le cas de conscience plutôt que la bonne conscience. Départissons-nous de la bonne conscience et cherchons notre grandeur morale dans le cas de conscience.

Je ferme ce petit prologue auquel je tenais pour dire deux ou trois choses. On a dit : les migrations, les mobilités, c'est profitable pour tout le monde. Je voudrais rajouter ceci : on a dit la même chose pour le libre-échange. On a dit la même chose pour la mondialisation heureuse. On a dit la même chose pour la globalisation financière et je vais vous dire la vérité. Oui le libre-échange ! Oui l'ouverture ! Oui la mondialisation ! Oui l'immigration, c'est profitable ! Sous certaines conditions ! Si nous ne voulons pas nous poser la question des conditions, cela peut ne pas être profitable. Pas plus que le libre-échange. Pas plus que la mondialisation. Ne mélangeons pas tout : la mobilité, ce n'est pas la migration, ce sont deux problèmes différents. La mobilité, ce sont les déplacements ; la migration, c'est lorsqu'on change de pays, de continent, de culture, de société. C'est un problème plus difficile. Alors oui à un droit de la mobilité, mais ce n'est pas le droit à la mobilité. Ce sont deux choses différentes. Essayons à chaque fois de faire la part des choses et de regarder les problèmes de façon un peu précise et rigoureuse, sinon nous n'en sortirons pas. Pensons toujours que le point de vue de l'autre n'est pas forcément erroné ou illégitime. Le point de vue de Créon n'est pas illégitime face à la force morale d'Antigone. Il ne l'est pas parce qu'il a une autre responsabilité que la sienne.

Autre remarque : je voudrais que l'on soit très prudent vis-à-vis des chiffres, des statistiques. Je partage beaucoup de ce qu'a dit Yannick Blanc mais il y a deux ou trois choses qui me gênent. Quand quelqu'un demande sa régularisation, forcément c'est

quelqu'un qui a un emploi, on ne peut pas en tirer grand chose que ce constat que tous ceux qui demandent leur régularisation ont un emploi

J'ai discuté avec le précédent préfet de Seine-Saint-Denis, M. Nacer Medah, qui n'est pas soupçonné de pratiquer la discrimination vis-à-vis des immigrés. Il disait : quand on détruit une barre d'immeuble en Seine-Saint-Denis, on se retrouve avec jusqu'à quatre ou cinq fois plus de gens à reloger que normalement il devrait y en avoir compte tenu du taux d'occupation normal des logements. Difficile, dans ces conditions, de faire des statistiques d'une grande précision. Ou bien nous acceptons la complexité du monde et les ambiguïtés du réel et nous essayons de nous frayer un chemin le plus dignement possible dans cette complexité, ou bien à force de simplifier nous allons complètement échouer et je crains que nous laissons la voie, non pas aux Républicains intégristes mais à des forces plus difficilement maîtrisables et beaucoup plus dangereuses.

Dernière remarque sur le personnel de Santé. Oui on ne pourrait pas assurer le service public de la santé en Ile-de-France et même dans beaucoup d'endroits en France sans le personnel immigré. Mais, là aussi, l'immigration est utile à condition que ce ne soit pas un prétexte pour pouvoir, par ailleurs, resserrer de plus en plus le numéris clausus des études en médecine parce que finalement un médecin étranger coûte moins cher qu'un médecin français. Vous voyez, ce n'est pas si simple, même moralement.

On parlait de l'Angleterre . L'Angleterre , c'est le pays où les jeunes s'en vont le plus et qui accueillent le plus de jeunes étrangers. C'est un cas particulier. La France a pris l'initiative, et j'en suis heureux, de réunir la commission Stiglitz¹ qui a fait un rapport sur la mesure de nos performances économiques et sociales... Je vous en conseille la lecture, vous y apprendrez beaucoup sur le rapport que nous entretenons avec les chiffres et les statistiques. Dans le prologue de ce rapport, les auteurs - des économistes extrêmement sérieux - disent : si les gens pensent souvent qu'on leur ment quand on leur donne des chiffres, finalement tout bien réfléchi, la meilleure explication c'est peut-être que c'est le cas. C'est le cas non pas de façon délibérée mais parce que nous avons fini par donner aux chiffres des significations qu'ils n'ont pas. Tout cela pour vous dire qu'un peu de distance critique avec les chiffres est toujours salutaire.

Une dernière remarque puisque j'ai été interpellé là-dessus à propos du rapport entre le discours et la réalité. La critique, c'est très simple. Moi je suis partisan du débat démocratique. Je comprends que l'on critique cette politique, que l'on critique ceux qui la font. C'est normal. Ce que je trouve moins normal parfois, c'est la caricature de la position de l'autre pour pouvoir la critiquer facilement. Au fond, est-ce que quelque chose depuis trois ans a été dirigé contre le pacte républicain qui était en énorme difficulté bien auparavant ? Oui ou non ? (Bruit dans la salle) Eh bien non !

Moi je suis comme vous, je suis républicain, je suis croyant en plus et j'ai une conscience. Oui, ça peut vous étonner, mais j'ai aussi une conscience ! Je peux me tromper. Je peux avoir tort. Je ne suis pas président de la République. Mais, croyez-moi : le jour où je jugerai en conscience que mes valeurs et mes principes sont bafoués, je m'en irai. Donc faites-moi la grâce de considérer que je peux avoir tort, que vous pouvez avoir raison, mais qu'il y a dans mon propos une sincérité totale. À partir de là, on peut discuter, on peut débattre , on peut avancer. E t peut-être que l'on peut espérer refaire le pacte républicain...

Hélène Flautre : Je veux bien dire quelques mots, non pas sur ce qu'est supposé être la conscience, la bonne conscience, les cas de conscience de Monsieur Guaino - je ne pense pas que ce soit le sujet de notre conférence - mais sur la politique d'asile et d'immigration qui est menée en France mais aussi, je le soulignais tout à l'heure, en Europe. Elle me paraît, je l'ai dit, irrationnelle, inhumaine, inefficace et coûteuse. Pour quelles raisons ? Vous me disiez tout à l'heure en aparté combien il est quand même difficile de dire aux citoyens européens qu'il faudrait énormément de migrants pour assurer la pérennité de notre modèle économique et social. Mais je crois qu'il est très difficile aussi de dire aux citoyens européens qu'une personne expulsée coûte

¹ Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, créée début 2008, et présidée par Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie en 2001.

20 000 euros par exemple – c'est la commission des finances du Sénat qui l'établit et le dit. Il faut arrêter de se payer de mots sur cette politique et regarder la réalité de ce qu'elle produit en catastrophes humaines et en manque à gagner au sens économique et social et dans notre vivre ensemble collectif. Yannick Blanc a fait référence à une étude de la London School of Economics qui dit des choses encore plus claires, plus précises : plus les droits fondamentaux des personnes sont respectés, plus les bénéfices collectifs au sens de l'intérêt public, des bénéfices pour tout le monde, sont importants. Pourquoi ? Parce qu'une personne qui travaille sans avoir une situation de séjour régulière n'est pas payée à la hauteur où elle pourrait espérer l'être et donc il y a un manque à gagner en terme de cotisations. Elle n'a pas la vie sociale, y compris également en terme de consommation, que pourrait lui permettre une pleine régularisation. Donc moi je veux prendre au pied de la lettre les gens qui se disent raisonnables et sérieux et qui, au nom des questions raisonnables et sérieuses, prétendent qu'on ne peut pas avoir une politique d'asile et d'immigration ambitieuse et qui renvoient ça à une pseudo morale et générosité. C'est quand même ça qui est extraordinaire : on peut être généreux, on peut être en paix avec sa conscience et avoir une politique économique, sociale et humaine efficace.

Je voudrais dire un petit mot sur l'Union pour la Méditerranée parce que je suis depuis le début membre de l'assemblée parlementaire euroméditerranéenne. Deux sujets motivent principalement les chefs d'État et de gouvernement dans cette Union pour la Méditerranée : la lutte contre le terrorisme et la lutte contre l'immigration clandestine. Ces sujets-là mettent un espèce d'obstacle à la qualité des relations. On affirme à des chefs d'État de la Méditerranée que nous voudrions développer la mobilité, le développement réciproque or la Méditerranée est presque un cimetière. Dans les faits, nous ne sommes pas en capacité de répondre à cette forte demande de mobilité des habitants pays de la Méditerranée. Je crois donc que l'Union pour la Méditerranée est une belle perspective bien sûr, mais qu'au niveau des gouvernements, les intérêts réciproques ne sont pas forcément compatibles avec les intérêts et les aspirations des citoyens des deux rives. J'y vois l'obstacle fondamental à la qualité de nos relations – sans parler du conflit au Moyen-Orient, un autre obstacle essentiel pour leur développement.

François Ernenwein : *Nous allons reprendre la vague de questions...* **Henri Guaino :** Je ne peux pas laisser....

François Ernenwein : *Juste un mot alors. Un mot, un seul mot...* **Henri Guaino :** Non. Pardon. Je ne peux pas laisser caricaturer (*Protestations de la salle*). Dans ce cas, je m'en vais.

François Ernenwein : *Non.*

Henri Guaino : Mais si ! Je ne peux pas laisser caricaturer un tel projet. Beaucoup d'entre vous donnent beaucoup de leçons, ont beaucoup d'indignations, et quand il s'agit de mettre sur la table un projet de ce genre, où êtes-vous ? Pardon ? Non, mais c'est intéressant. Vous savez : ou bien on agit dans le monde tel qu'il est, ou bien on se contente de donner des leçons de morale. Voilà la vérité. L'Union pour la Méditerranée, ce n'est pas que l'affaire des gouvernements. Ce n'est pas vrai Vous voulez qu'on en parle ? Parlons-en. Non ? C'est très bien. Parlez entre vous, restez entre vous, discutez entre vous, indignez-vous entre vous ; ça fera avancer les choses... (*Sifflements, huées dans la salle tandis que Henri Guaino quitte son siège, s'apprêtant à partir.*)

Jérôme Vignon (monté à la tribune) : Je vous demande un instant. C'est moi, ce sont les Semaines Sociales qui ont demandé à Henri Guaino de venir ce matin. Il n'est pas normal que lorsqu'il veut rectifier son point de vue, sa parole ne puisse être entendue. Sinon nous ne sommes pas aux Semaines Sociales et je le regretterai.

Henri Guaino (de nouveau à la table-ronde) : Je vais vous dire un mot. Je suis venu pour parler avec mon cœur, avec ma sincérité. Je ne suis pas venu pour faire un meeting politique. (*Applaudissements*).

François Ernenwein : *On va prendre une salve de questions et vous*

répondrez ensuite sur la Méditerranée.

Philippe da Costa : *Je voudrais maintenant m'adresser aux autres invités, notamment sur la question européenne. Beaucoup de questions sont à l'intention de Jacques Barrot. Une première porte notamment sur la mise en application des directives européennes qui, comme le soulignent beaucoup, se traduit par un durcissement des règles applicables aux demandeurs d'asile et qui apparaît en partie en contradiction avec vos propos, certains soulignant que vous lanciez un appel pour des meilleures conditions d'accueil des personnes. À qui lancez-vous cet appel et comment se mobiliser sur ce sujet ?*

Une deuxième série de questions porte davantage sur les politiques Nord-Sud au niveau européen, sur les politiques de développement et sur la conséquence de la fuite des cerveaux. Les immigrés accueillis peuvent-ils contribuer aux évolutions dans leurs pays d'origine? En quoi les migrations sont-elles bénéfiques aussi pour les pays du Sud et en quoi les Africains ne sont-ils condamnés à vivre qu'en partant dans d'autres pays? Il s'agit bien de la question de l'effort de développement que produit l'Europe en solidarité intra - communautaire par rapport aux moyens qu'elle peut mobiliser en se tournant vers le Sud. Ce qui est souligné aussi par beaucoup, c'est la question de la mixité sociale et des tensions que ce sujet peut générer dans un certain nombre de pays d'Europe. Là, plusieurs invités peuvent intervenir...

Enfin une question adressée à Hélène Flautre sur ce qu'elle entend par mobilité. Que proposez-vous, quelle est votre vision de cette question ? Et comment tenir les droits fondamentaux des personnes et en même temps faire respecter les règles de séjour? Question qui vous est posée à vous mais également à Yannick Blanc.

À Yannick Blanc est demandé en quoi consiste le projet du livre vert sur les migrants et ce qui a été évoqué s'agissant de la régulation de la mobilité. Pouvez - vous évoquer quelques pistes permettant d'avancer en la matière ?

Jacques Barrot : *S'agissant des directives sorties de l'Union européenne ces dernières années, même si on peut considérer, en effet, que certaines sont en deçà des espérances, elles ont fait progresser de façon générale la situation des migrants. Même la directive retour sur laquelle la Cimade a demandé à être sollicitée avec un certain nombre d'associations afin de bien suivre sa mise en œuvre et qu'Hélène Flautre n'a pas votée. Il y a eu des problèmes de conscience dans la mesure où le verre était à moitié vide et à moitié plein mais la directive retour permet au moins d'aller vérifier les conditions de rétention, ce qui n'était pas possible juridiquement précédemment. Et elle encourage quand même les retours volontaires avec un accompagnement.*

Pourquoi j'ai lancé un appel tout à l'heure ? J'ai lancé un appel très particulier sur le problème de l'asile parce que les grands pays de l'Union – je le dis très honnêtement devant Henri –, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, ont dit non, non à l'assouplissement que nous voulions faire subir au règlement de Dublin. Ce règlement est impitoyable. Il fait que le demandeur d'asile qui se retrouve dans un autre État membre est renvoyé systématiquement dans le premier État membre où il a mis les pieds. Du même coup ça veut dire une surcharge très forte pour les pays du Sud, pour la Grèce, l'Italie, Malte. Là franchement, il faut une solidarité européenne sinon, en effet, nous n'en sortirons pas et nous ne pourrions pas remplir notre devoir d'accueil. Voilà pourquoi j'ai lancé un appel aujourd'hui aux gouvernements et aux chefs d'État. Je le dis très franchement : il faut que sur l'Europe de l'asile nous arrivions en 2012 à l'harmonisation des procédures et des conditions d'accueil. Les demandeurs d'asile sont évidemment une minorité, je le reconnais, mais néanmoins c'est une minorité qui doit interpeller nos consciences très fort car s'il y a un principe, c'est bien celui du non-refoulement. Cela veut dire qu'on ne renvoie pas les gens qui peuvent être menacés dans leur vie, dans leur famille, par un pouvoir dictatorial. C'est fondamental.

Je crois que nous sommes dans des sociétés complexes et que la seule solution consiste dans le dialogue avec les pays d'origine, mais un dialogue qui va au fond des choses. Il est bien certain que si, par exemple, un certain nombre d'États membres voulaient bien respecter les Objectifs du Millénaire, c'est à dire les 0,7% du PIB qui doit être attribué aux pays en voie de développement, il est évident que sur cette politique

de développement plus courageuse et ambitieuse et généreuse, on pourrait greffer des accords avec ces pays d'origine qui permettraient des migrations circulaires. On peut imaginer par exemple qu'un ingénieur africain puisse venir en Europe et au bout d'une dizaine d'années, reparte en Afrique où il pourrait effectivement rendre de grands services par l'expérience acquise. Tout cela est à construire. Nous n'éviterons pas ce dialogue que vous avez très justement appelé de vos vœux pour le G20. Et je le dis à Henri Guaino car je crois qu'il a de l'influence dans ce domaine : il faut qu'il y ait dans le G20 cette dimension humaine qui est tout à fait essentiel et qui lui est chère, je peux en témoigner.

Hélène Flautre : Sur la question de la mobilité, le rapport des Nations unies pour le développement dont je vous parlais met en avant cinq ou six pistes pour essayer d'organiser ce droit à la mobilité. D'abord il doit être fondé sur la reconnaissance des droits fondamentaux et notamment du droit universel de toute personne à quitter tout pays, y compris le sien et à y revenir. Il doit être fondé sur ce droit à l'émigration : partir, quitter. Il doit également être fondé sur l'accompagnement de cette mobilité à travers des accords, à travers un certain nombre de dispositifs de politiques publiques négociés entre les pays d'accueil, de transit et d'origine, de façon à ce que les personnes migrantes soient le plus sécurisées possible. S'agissant du coût de la mobilité aujourd'hui, Yannick Blanc parlait tout à l'heure de prohibition, mais c'est vrai que lorsque vous rendez plus difficile le passage d'une frontière, c'est presque comme si entre guillemets, vous « subventionniez » les réseaux de passeurs, parce que le passage est plus difficile, il est plus dangereux, il est plus risqué et donc il coûte plus cher. D'où cette dérive : les réseaux de passeurs s'enrichissent sur le dos de notre politique de répression. Donc il faut lever les obstacles. Il faut lever les barrières, c'est effectivement capital.

Sur la question du lien entre développement et migration, il existe effectivement. On le connaît par la capacité pour les migrants d'enrichir leurs pays d'origine à leur retour mais aussi financièrement puisque chacun sait qu'ils envoient dans leurs pays d'origine plus que l'aide publique au développement par leur travail dans notre société. Trois fois dit Jacques Barrot, ce n'est pas rien. Et puis il y a le transfert de compétences. Mais là aussi, pour que cela soit possible, il faut que les gens qui sortent aient l'assurance de pouvoir revenir. Aller et venir ; voilà le droit à la mobilité qui est enrichissant pour tous. Le mieux de tout, c'est de pouvoir comme ces 800 millions de touristes – je n'inclus pas les gens qui voyagent pour leur travail – se déplacer, se mouvoir, s'installer ici, revenir là sans y être forcé. Aujourd'hui, je voudrais insister auprès de vous sur les dégâts grandissimes et grandissants et dans une certaine mesure inexorables liés à l'impact des dérèglements climatiques : sur l'accès à l'eau, l'accès aux terres arables, les îles qui sont inondées, les événements climatiques extrêmes, etc. Cela demande beaucoup de travail d'investigation, mais les pronostics tournent autour de plusieurs centaines de millions de personnes. En Inde, ce ne sont certes pas des migrants internationaux, mais plusieurs millions de personnes sont déplacées chaque année parce que leurs terres sont inondées, avec les problèmes d'alimentation, par exemple pour la récolte du riz, que cela crée. Sur ces problèmes climatiques, nous pouvons faire énormément. Car ce sont bien nos gaz à effet de serre qui détruisent leurs conditions de travail au Sud. Il faut donc absolument soutenir une politique ambitieuse de réduction de nos gaz à effet de serre, de transformation de nos modes de production et de consommation. C'est une contribution essentielle à la question des migrations.

François Ernenwein : *Henri Guaino, vous avez été interpellé à propos du G20. Si vous voulez bien répondre sur ce point-là et éventuellement enchaîner, si vous le souhaitez, sur les questions laissées en jachère de l'Union pour la Méditerranée.*

Henri Guaino : D'abord le G20 n'existerait pas sans la France. C'est elle qui en a pris l'initiative. C'est elle qui a convaincu les Américains. J'étais à Camp David quand nous sommes allés voir Monsieur Bush pour le convaincre d'accepter. Le G20, vous savez, a

beaucoup de défauts, il n'a pas encore tout à fait été à la hauteur de ses ambitions, mais il a empêché le monde de s'effondrer. Et si le monde s'était effondré, fin 2008, début 2009, qui croyez-vous qui aurait payé la plus lourde facture, les puissants ou les plus démunis, les plus pauvres ou les plus riches ?

Je suis fier de ce que la France a fait. La France est la seule qui, depuis le début de la crise, a porté l'idée d'une régulation de la mondialisation. Et pas une idée vague. Elle a fait des propositions extrêmement précises. Elle va être présidente du G20 pendant un an et elle a mis des sujets que personne n'avait osé mettre à l'ordre du jour : le désordre des monnaies ; la spéculation sur les matières premières et les matières alimentaires ; le problème de la gouvernance mondiale, la taxation des transactions financières. La France s'est battue de toutes ses forces pour que les discussions sur le climat soient un succès. Elle n'est pas tout à fait encore arrivée au but mais, vous savez, la France n'est pas seule au monde. Pour l'instant elle s'est battue et elle se bat tous les jours. Madame Flautre a raison. Oui la question du climat est essentielle pour les flux migratoires. Mais vous croyez que la finance ne l'est pas ? Vous croyez que le cours des matières premières ne l'est pas ? Alors je vous propose un combat commun : battons-nous tous pour les financements innovants, pour la taxation des transactions financières. Seulement ce n'est pas si simple. On ne va pas décider tout seul. Mais si tout le monde s'y met, peut-être qu'on fera bouger la politique. Peut-être qu'on fera bouger les gouvernements. Peut-être qu'on arrivera à bousculer les intérêts puissants qui s'y opposent. À condition juste d'essayer de le faire de façon réaliste et constructive. Il va falloir du temps. La France se bat pour ça, j'en suis fier. Lisez le discours que le Président de la République a prononcé l'année dernière devant l'Organisation internationale du travail. Vous y trouverez la position de la France vis-à-vis de la mondialisation, vis-à-vis de la finance, vis-à-vis des marchés, vis-à-vis de la gouvernance mondiale et vous verrez si ce projet ne vaut pas la peine que l'on unisse nos efforts.

0,7% d'aide publique au développement, Jacques Barrot a raison, il faudrait qu'on les atteigne. Mais moi je m'intéresse à ces questions depuis vingt ans. Quand on dit 0,7%, tout le monde triche parce que c'est de la statistique, de la comptabilité, parce qu'on met dedans des choses qui n'ont rien à voir. Même en trichant d'ailleurs on n'arrive pas à les atteindre. Faisons les financements innovants ou la taxation sur les transactions financières. Et l'on va récupérer des dizaines et peut-être même des centaines de milliards pour le développement et qui en plus freineront la spéculation, et on aura rendu un grand service à l'Humanité.

Jacques Barrot a raison sur la question de l'asile. La France a sans doute des torts, elle est quand même un des pays les plus accueillants en matière d'asile en Europe. Mais je voudrais vous reparler de l'Union pour la Méditerranée. Première remarque : nous avons fait en 2008 un sommet à Paris que tout le monde vouait à l'échec. Nous avons fait asseoir à la même table des gens qui ne se parlaient plus depuis des années, des gens qui se font la guerre. Oui on n'a pas permis la paix partout du jour au lendemain, mais c'était un premier pas. On a permis, soit dit en passant, que la souveraineté du Liban soit reconnue par la Syrie. C'était un événement historique parce que jamais le Liban n'avait été un pays souverain aux yeux de la Syrie. Et l'on a mis en place un secrétariat à Barcelone dans lequel siègent côte à côte un secrétaire général adjoint palestinien et un secrétaire général adjoint israélien. On a créé une coprésidence entre le Nord et le Sud qui part agent les responsabilités, qui partagent la décision, alors que jusqu'à présent ce qu'on appelait le processus de Barcelone, c'était une propriété exclusive du Nord. Eh bien là, la décision est partagée, la responsabilité est partagée. Et c'est difficile pour les pays du Sud parce qu'ils ont du mal à s'unir et c'est difficile pour les pays du Nord parce qu'ils ont du mal à lâcher un petit peu de leur pouvoir, un petit peu de leur arrogance, un petit peu de leur sentiment de supériorité.

Ce que je voulais vous dire Madame, c'est que dans le sommet de 2008, on a fixé des priorités. Dans ces priorités, hélas, il n'y avait pas la question de l'immigration qui est en réalité la question des mobilités. Je pense que ce serait un progrès considérable qu'on puisse discuter non pas bi-latéralement ou seulement avec nous-mêmes de ces problèmes mais que tous ensemble, les pays du Nord et du Sud se réunissent pour

savoir comment ils vont gérer leurs flux migratoires. Oui il faut organiser la mobilité, les allers et les retours. Oui, simplement pour l'instant on est dans une situation où quand on va voir les pays du Sud, ils vous disent non. J'ai fait cette expérience. J'ai vu avec le président de la République des chefs d'État du Sud que je ne citerai pas à qui on l'a proposé et qui ont dit : on ne veut pas voir partir toutes nos forces vives et notre jeunesse. Donc il faut se mettre tous ensemble autour d'une table. Non l'Europe ne résoudra pas ses problèmes vis-à-vis de l'immigration en se refermant sur elle-même et en ne traitant qu'avec elle-même. Non les pays du Sud n'empêcheront pas leur jeunesse de partir si ils restent tous seuls dans leur coin. Mais oui peut-être qu'ensemble on arrivera à gérer ces flux. Et l'on a fait beaucoup de propositions dans ce domaine. On a proposé de construire un Office méditerranéen de la jeunesse, d'organiser la mobilité des chercheurs, celle des étudiants. Cela avance doucement. Oui il y a des intérêts divergents. Oui il y a des gouvernements avec lesquels on n'est pas d'accord. Oui il y a des sociétés qui ont parfois d'autres valeurs, une autre organisation. Mais voilà l'Union pour la Méditerranée, c'était la reconnaissance d'une destinée commune à laquelle nous étions prêts à consacrer nos efforts de façon à lui donner une réalité parce que je pense profondément que l'avenir de l'Europe est au Sud et que quand l'Europe tourne le dos au Sud, elle se condamne elle-même.

François Ernenwein : *Nous voilà arrivés au terme de ces échanges après une discussion riche, variée, rugueuse par moments. Ce qui affleure quand même, c'est l'idée d'un pacte. La question, c'est son contenu. Il ne s'agit pas d'unifier tout artificiellement, mais on a bien senti que, sur la question de l'intégration, les principes nationaux, la République – tout ce qui a été évoqué par Henri Guaino – avaient un rôle à jouer. On a bien vu aussi qu'envisager ces questions dans un cadre national relève de l'illusion. Jacques Barrot a insisté sur les perspectives européennes et l'absence de réponses strictement nationales. C'était le thème de la plupart des intervenants. Il s'est agi aussi de réaffirmer des objectifs. Un de ceux qui, d'emblée, n'était pas négociable, ce fut la dignité des personnes. Personne n'est prêt à la mettre en cause. Ce point non négociable est un élément central du pacte. Il n'y a pas d'autre pacte que l'ouverture au monde – sans angélisme rappelait Henri Guaino – et le travail nécessaire auquel se sont attelés les différents intervenants de cette table ronde, c'est-à-dire l'intégration encore si mal aboutie en France et en Europe. Cette question n'est absolument pas neutre car son enjeu ne relève pas simplement de la générosité. Une intégration ratée peut avoir de graves conséquences politiques. On a évoqué ici la question des vagues populistes partout en Europe et les menaces qu'elles représentent pour nos démocraties.*

Mais l'enjeu, ce n'est pas seulement le débat d'Henri Guaino, Hélène Flautre, Jacques Barrot, Yannick Blanc, Assane Bâ, c'est bien tout ce qui se dit à travers ces Semaines Sociales. C'est bien évidemment le débat de chacun d'entre nous. Il n'y a pas d'intégration qui serait l'œuvre de politiques d'intégration. Il y a une politique d'intégration qui parcourt toute la société.